

Considérant que le collège des procureurs généraux a approuvé le règlement d'ordre intérieur lors de sa réunion du 26 juin 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du conseil des procureurs du Roi, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Annexe à l'arrêté royal du 19 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des procureurs du roi

Article 1^{er}. Le Conseil des procureurs du Roi, ci-après dénommé le Conseil, comprend :

- le président;
- le vice-président, appartenant à un autre régime linguistique;
- l'ensemble des autres procureurs du Roi ainsi que le procureur du Roi adjoint de Bruxelles.

Conformément à l'article 150bis du Code Judiciaire, le Procureur fédéral peut assister aux réunions du Conseil.

Le président et le vice-président sont ceux désignés en application de la procédure prévue à l'article 5.

Art. 2. Le Conseil se réunit dans les locaux du SPF Justice, sur convocation du président, au moins le deuxième vendredi des mois de septembre, décembre, mars et juin à 9h30.

Le président convoque également le Conseil d'initiative ou à la demande soit du vice-président, soit au moins cinq de ses membres, soit du collège des procureurs généraux.

L'ordre du jour est porté à la connaissance des membres du Conseil dix jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Il est également communiqué au procureur fédéral.

Art. 3. Le Conseil délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente.

Les décisions sont prises par consensus. En cas d'absence de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Si la majorité prévue n'est pas atteinte, la question discutée est soumise à un nouvel examen et à une délibération au cours d'une séance ultérieure.

Art. 4. Les délibérations du Conseil font l'objet d'un compte rendu rédigé en français et en néerlandais.

Celui-ci est communiqué aux membres du Conseil dans le mois qui suit la réunion. Il est considéré comme approuvé lorsque aucune observation écrite ne parvient au secrétariat administratif dans les dix jours suivant son envoi.

En cas d'observation, le compte rendu est à nouveau adressé, après modification, aux membres. Si aucune observation ne parvient au secrétariat administratif dans les cinq jours suivant l'envoi de la version modifiée, il est considéré comme définitivement approuvé.

On s'efforcera de respecter au maximum les délais mentionnés dans le présent règlement d'ordre intérieur. Toutefois, il peut être dérogé faute d'appui structurel et permanent du service d'appui qui doit encore être créé notamment, en ce qui concerne la traduction des rapports.

Overwegende dat het college van procureurs-generaal gedurende haar vergadering van 26 juni 2014 het huishoudelijk reglement heeft goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de raad van procureurs des Konings wordt goedgekeurd.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

Bijlage bij koninklijk besluit van 19 maart 2015 ter goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van procureurs des konings

Artikel 1. De Raad van procureurs des Konings, hierna Raad genoemd, is samengesteld uit:

- de voorzitter;
- de ondervoorzitter, die tot een ander taalstelsel behoort;
- alle andere procureurs des Konings alsook de adjunct-procureur des Konings van Brussel.

Overeenkomstig artikel 150bis van het Gerechtelijk Wetboek kan de federale procureur de vergaderingen van de Raad bijwonen.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn deze aangewezen bij toepassing van de procedure voorzien in artikel 5.

Art. 2. De Raad vergadert in de lokalen van de FOD Justitie, na bijeenroeping door de voorzitter, en dit ten minste telkens de tweede vrijdag van de maanden september, december, maart en juni om 9.30 uur.

De voorzitter roept eveneens de Raad bijeen op eigen initiatief, ofwel op vraag van hetzij de ondervoorzitter, hetzij minstens vijf van zijn leden, hetzij het college van procureurs-generaal.

De agenda wordt ter kennis van de leden van de Raad gebracht, ten minste tien dagen voor de datum die voor de vergadering is vastgesteld. De agenda wordt eveneens toegezonden aan de federale procureur.

Art. 3. De Raad beraadslaagt rechtsgeldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden met algemeenheid van stemmen genomen, is er geen algemeenheid van stemmen, dan worden de beslissingen genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden.

Als de vereiste meerderheid niet wordt bereikt, wordt het besproken punt opnieuw onderzocht en wordt hieromtrent opnieuw beraadslaagd op een volgende vergadering.

Art. 4. Van de beraadslagingen van de Raad wordt een verslag opgemaakt in het Nederlands en in het Frans.

Dit verslag wordt aan de leden van de Raad bezorgd binnen een maand na de vergadering. Het verslag wordt als goedgekeurd beschouwd als er geen schriftelijke opmerking op het administratief secretariaat wordt ontvangen binnen de tien dagen na de toezending ervan.

Als er opmerkingen zijn, wordt het verslag, na wijziging ervan, opnieuw aan de leden toegezonden, indien er geen opmerkingen op het administratief secretariaat wordt ontvangen binnen de vijf dagen na toezending van de gewijzigde versie, wordt het verslag beschouwd als definitief goedgekeurd.

De termijnen vermeld in dit huishoudelijk reglement zullen zoveel als mogelijk worden gerespecteerd, doch hiervan kan worden afgeweken bij gebrek aan structurele en permanente ondersteuning vanuit de nog op te richten steundienst, ondermeer wat de vertaling van de verslagen betreft.

Le président adresse ensuite un exemplaire du compte rendu au collège des procureurs généraux, au procureur fédéral et au Conseil des auditeurs du travail. La communication au sein du Conseil peut être effectuée par courriel.

Toute correspondance reçue à l'attention du Conseil est diffusée systématiquement au sein de celui-ci, ainsi que les courriers, avis et les notes émanant du Conseil ou du Bureau.

La documentation relative aux réunions du Conseil et du Bureau est mise à disposition sur Ompranet. Les procès-verbaux des réunions peuvent également être consultés sur ce site.

Les procureurs ou leurs substituts qui représentent le Conseil dans des réseaux d'expertise et/ou des groupes de travail transmettent les procès-verbaux des réunions de ces derniers au secrétariat administratif qui se charge de leur diffusion au sein du Conseil.

Art. 5. Le Conseil constitue au début de l'année judiciaire son Bureau qui comprend le président, le vice-président et quatre autres membres choisis paritairement dans chacun des régimes linguistiques.

Les membres sont désignés pour une durée d'un an, renouvelable au maximum deux fois.

Les membres du Bureau, ayant rempli un mandat de trois ans consécutifs, seront automatiquement remplacés.

Le membre, élu président, peut être prolongé dans ce mandat une fois.

En principe, le vice-président devient président l'année suivante sauf décision contraire du Conseil, par exemple, quand un autre membre pose sa candidature.

Lorsqu'on achève un mandat en cours au sein du Bureau à la suite de l'indisponibilité du titulaire initial, il n'en est pas tenu compte pour le calcul de la période d'un an.

Chaque ressort de la cour d'appel doit y être représenté (à savoir: Anvers, Mons, Bruxelles, Gand et Liège).

Les candidatures doivent parvenir au secrétariat administratif au plus tard le 15 juin de chaque année.

Le Conseil délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente. L'élection se fait à la majorité. Si aucune majorité n'est atteinte au premier tour de scrutin, le choix a lieu entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Dans les limites de sa compétence, le Conseil confie au Bureau la préparation de ses réunions et la gestion de l'exécution de ses décisions.

En cas d'urgence, le Bureau peut prendre les décisions qui appartiennent à la compétence du Conseil. Le Bureau en informe aussitôt les membres du Conseil. Ces décisions ne sont définitives qu'après leur approbation par le Conseil lors de sa plus prochaine réunion. Le Bureau ne peut s'exprimer sur une question de principe sans un mandat du Conseil.

Art. 6. Le Conseil est assisté d'un secrétariat administratif qui, dans l'attente de la mise en place du Service d'appui commun du Ministère public, est actuellement assuré par deux membres du Secrétariat du collège des Procureurs généraux.

Art. 7. Pour la préparation des réunions du Conseil, le Bureau prend toute initiative utile. Si nécessaire, il peut entendre d'autres membres du Conseil ou des personnes étrangères à celui-ci. Il peut se faire assister dans cette tâche par le secrétariat administratif.

Tout membre du Conseil a le droit d'être entendu par le Bureau s'il estime qu'une question à l'ordre du jour d'une réunion le concerne.

Art. 8. Dans les affaires qui concernent le Conseil, les relations avec la presse et les médias sont de la compétence du Président afin de préserver la cohésion.

Le Président peut cependant - selon le sujet et/ou la langue - désigner un membre du Conseil pour faire le communiqué de presse à sa place et au nom du Conseil.

Art. 9. Par dérogation à l'article 3, le règlement d'ordre intérieur ne peut être modifié qu'avec l'assentiment des deux tiers des membres du Conseil.

De voorzitter stuurt vervolgens een exemplaar van het verslag aan het college van procureurs-generaal, de federale procureur en de Raad van arbeidsauditeurs. De communicatie binnen de Raad kan via e-mail gebeuren.

Alle briefwisseling die wordt ontvangen ten behoeve van de Raad wordt systematisch verspreid binnen de Raad evenals de brieven, adviezen en nota's uitgaande van de Raad of het Bureau.

De documentatie voor de vergaderingen van de Raad en het Bureau wordt ter beschikking gesteld via Ompranet. De verslagen van de vergaderingen kunnen eveneens worden geraadpleegd op deze site.

Procureurs of hun substituten die de Raad vertegenwoordigen in expertisenetwerken en/of werkgroepen maken de verslagen van de vergaderingen van deze netwerken of werkgroepen over aan het administratief secretariaat dat zorgt voor de verspreiding ervan binnen de Raad.

Art. 5. De Raad stelt bij de aanvang van het gerechtelijk jaar zijn Bureau samen, bestaande uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vier andere leden, paritair gekozen in elk taalstelsel.

De leden worden aangewezen voor een periode van één jaar en kunnen maximaal tweemaal worden verlengd.

De leden van het Bureau die een mandaat van drie opeenvolgende jaren hebben volbracht, worden automatisch vervangen.

Het lid dat verkozen werd als voorzitter kan in dit mandaat éénmaal verlengd worden.

In principe wordt de ondervoorzitter het volgende jaar voorzitter, tenzij andersluidende beslissing van de Raad, bijvoorbeeld wanneer een ander lid zich kandidaat stelt.

Wanneer men een nog lopend mandaat in het Bureau voleindigt ingevolge het wegvallen van de initiële titularis, wordt dit niet in rekening gebracht voor de berekening van de periode van één jaar.

Ieder rechtsgebied moet in het Bureau zijn vertegenwoordigd (namelijk: Antwerpen, Bergen, Brussel, Gent en Luik).

Kandidaturen moeten uiterlijk op 15 juni op het administratief secretariaat toekomen.

De Raad beraadslaagt rechtsgeldig indien minstens de helft van zijn leden aanwezig is. De verkiezing gebeurt bij meerderheid. Wordt er geen meerderheid bereikt bij de eerste stembeurt, dan wordt er gekozen tussen de twee kandidaten met de meeste stemmen.

Binnen de perken van zijn bevoegdheid, vertrouwt de Raad aan het Bureau de voorbereiding van zijn vergaderingen toe en het beheer van de uitvoering van zijn beslissingen.

In dringende gevallen kan het Bureau de beslissingen nemen die tot de bevoegdheid van de Raad behoren. Het deelt deze beslissing zo vlug mogelijk mee aan de leden van de Raad. Deze beslissingen zijn pas definitief na goedkeuring ervan door de Raad op diens volgende vergadering. Het Bureau mag zich niet uitspreken over een principe-kwestie zonder mandaat van de Raad.

Art. 6. De Raad wordt bijgestaan door een administratief secretariaat dat, in afwachting van het invoeren van de gemeenschappelijke ondersteuningsdienst van het Openbaar Ministerie, momenteel door twee leden van het secretariaat van het college van Procureurs-generaal wordt verzorgd.

Art. 7. Inzake de vergaderingen van de Raad neemt het Bureau alle nuttige initiatieven. Indien nodig, kan het Bureau andere leden van de Raad of buitenstaanders horen. Het kan zich hierin laten bijstaan door het administratief secretariaat.

Ieder lid van de Raad heeft het recht door het Bureau gehoord te worden als hij van mening is dat een agendapunt van de vergadering hem aanbelangt.

Art. 8. In aangelegenheden die de Raad aanbelangen gebeurt de communicatie met de pers en de media enkel via de voorzitter om de eenheid te bewaken.

De voorzitter kan evenwel - afhankelijk van het onderwerp en/of de taal - iemand aanduiden die in zijn plaats en namens de Raad de persmededeling doet.

Art. 9. In afwijking van artikel 3, kan het huishoudelijk reglement enkel gewijzigd worden met instemming van tweederde van de leden van de Raad.

Art. 10. Disposition transitoire. Pour l'année judiciaire 2014-2015, les candidatures pour le Bureau du Conseil doivent parvenir au Secrétariat du Conseil au plus tard le 15 juillet 2014. Le Conseil constituera son Bureau lors de la première réunion en septembre 2014.

Art. 11. Le nouveau règlement d'ordre intérieur produit ses effets dès l'année judiciaire 2014-2015.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des procureurs du Roi.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Art. 10. Overgangsbepaling. Voor het gerechtelijk jaar 2014-2015, moeten de kandidaturen voor het Bureau van de Raad uiterlijk op 15 juli op het administratief secretariaat toekomen. De Raad zal zijn Bureau tijdens zijn eerste vergadering in september 2014 samenstellen.

Art. 11. Dit nieuwe huishoudelijk reglement heeft uitwerking met ingang van het gerechtelijk jaar 2014-2015.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 19 maart 2015 houdende de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van procureurs des Konings.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2015/11092]

24 MARS 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, l'article 5, alinéa 2, remplacé par la loi du 12 juillet 2013;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives;

Vu l'avis 57.002/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la loi du 12 juillet 2013 modifiant la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération a abrogé les dispositions relatives aux quatre commissions sectorielles dans lesquelles les sociétés coopératives agréées étaient réparties;

Considérant que l'exposé des motifs de la loi du 12 juillet 2013 modifiant la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération suggère d'instaurer un agrément à durée indéterminée moyennant un contrôle, au moins tous les deux ans, des conditions d'agrément par le SPF Economie;

Considérant que tous les agréments actuellement en cours arrivent à échéance le 31 mai 2015 et qu'en principe, la procédure de renouvellement des agréments devrait être engagée dès le début de l'année 2015;

Considérant qu'une réflexion est actuellement menée sur l'opportunité de modifier certains critères d'agrément en vue de rendre leur contrôle plus efficace et pertinent;

Considérant que, compte tenu du changement attendu de certains critères, il est proposé avant l'instauration d'un agrément à durée indéterminée de prolonger d'une année les agréments des sociétés déjà agréées, c'est-à-dire jusqu'au 31 mai 2016, sans formalité supplémentaire pour autant que ces sociétés continuent à remplir les critères d'agrément fixés par le présent arrêté;

Considérant que, dans cette même optique, il est proposé de limiter à un an maximum la durée des nouveaux agréments qui seront octroyés à partir du 31 mai 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé français de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, le mot "agrégation" est remplacé par le mot "agrément".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2015/11092]

24 MAART 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, artikel 5, tweede lid, vervangen bij de wet van 12 juli 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen;

Gelet op het advies 57.002/1 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wet van 12 juli 2013 tot wijziging van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie de bepalingen met betrekking tot de vier sectorale commissies, waarin de erkende coöperatieve vennootschappen werden ingedeeld, heeft opgeheven;

Overwegende dat de memorie van toelichting bij de wet van 12 juli 2013 tot wijziging van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie een erkenning van onbepaalde duur voorstelt, waarbij de toetsing ervan aan de erkenningsvoorwaarden om de twee jaar door de FOD Economie zou worden uitgevoerd;

Overwegende dat al de huidige erkenningen op 31 mei 2015 aflopen en dat, in principe, de procedure voor de hernieuwing van de erkenningen vanaf het begin van het jaar 2015 zou plaatsvinden;

Overwegende dat er thans nagedacht wordt over de geschiktheid om sommige erkenningsvoorwaarden te wijzigen ten einde de toetsing ervan efficiënter en relevanter te maken;

Overwegende dat, rekening houdend met de verwachte wijzigingen van sommige erkenningscriteria, alvorens een erkenning van onbepaalde duur in te stellen, voorgesteld wordt om de erkenningen van de al erkende vennootschappen met een jaar te verlengen, dit wil zeggen tot 31 mei 2016, zonder enige bijkomende formaliteit, voor zover deze vennootschappen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald bij dit besluit blijven vervullen;

Overwegende dat vanuit hetzelfde oogpunt, voorgesteld wordt om de nieuwe erkenningen die vanaf 31 mei 2015 worden toegestaan, te beperken tot een maximale duur van één jaar;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het Franse opschrift van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, wordt het woord "agrégation" vervangen door het woord "agrément".